

# Souveraineté La Solution inc.

des usines de pièces, des garages de réparation avec points de vente, des bateaux avec conteneurs pour le transport de notre marchandise et celle d'autres pays, une usine de betteraves à sucre. Le tout n'aurait pas coûté plus de \$20 milliards.

Jean Charest, fédéraliste, blâme la récession, une excuse pour son incompétence et sa piètre vision. Le but premier pour les québécois était de faire des projets pour améliorer le Québec. Les libéraux avec Jean Charest en tête, **ce dernier a vu de bons postes bien rémunérés avec avantages alléchants pour ses amis, en plus des généreuses primes de départ.** Le rendement était pour Jean Charest plus prioritaire que les projets québécois. Même si 100% des rentrées à la Caisse de dépôts et de placements viennent des contribuables québécois, la liste des amis de Jean Charest était plus importante. Pourtant le peuple québécois s'avait donné une caisse avec un but bien précis: faire avancer le Québec. Mais les libéraux, avec Jean Charest en tête, en ont fait fit comme les dirigeants de la petite entreprise. La petite entreprise n'existe plus, mais la Caisse de dépôts et de placements, oui et les fonds continuent d'y rentrer. Beaucoup d'argent s'accumule. Une solution s'impose.

## Solution

Mettons les libéraux à la porte et vite. Que l'opposition forme le gouvernement et réalise nos projets dans le restant du mandat et restaure le but premier de la Caisse de dépôts. Elle a été mise sur pied ainsi. Les québécois (es) se sentiront respectés comme il se doit.

## Solution d'aujourd'hui

Que tout vote de partis reconnus par le DGEQ soit comptabilisé lors d'une élection générale et que tout parti reconnu qui a la souveraineté (indépendance) dans ses statuts ou plate-formes électorales, soit compilé et le résultat soit automatiquement envoyé à chacun des chefs élus ou pas ou à leurs représentants et soit déposé à l'Assemblée Nationale et que la lecture soit faite à l'ouverture de la première session par le chef du parti au pouvoir et que le tout soit un ordre venant du peuple québécois qui exige une discussion sur les enjeux de l'indépendance du Québec pendant trois jours et à la fin de ceux-ci un vote sur le sujet d'un Québec pays.

Que toute personne inscrite sur la liste électorale et qui n'exerce pas son droit de vote ou annule son vote, soit perçue comme favorable à l'indépendance du Québec et son vote sera comptabilisé de la même manière que les partis reconnus par le DGEQ, qui ont la souveraineté (indépendance) dans leurs statuts ou plate-formes électorales. Le gouverneur de l'état de New York en 1776, lors du vote sur l'indépendance des états de la Nouvelle-Angleterre envers leur mère patrie l'Angleterre, était absent et son abstention a été perçue comme favorable à l'indépendance.

